

LETTRE FLASH N° 103

APPEL DE LA COMMISSION ADMINISTRATIVE DU
14 NOVEMBRE 2024

Une offensive nécessaire pour construire une mobilisation large et dans la durée

L'arrivée de Trump à la tête des États-Unis annonce un renforcement des forces réactionnaires dans le monde, jusqu'en Europe, et un accroissement de l'influence des extrêmes droites. Le ministre de la Fonction publique, de la Simplification et de la Transformation de l'action publique, G. Kasbarian, vient ainsi de féliciter E. Musk pour son projet de destruction massive des services publics et a proclamé sa volonté de s'en inspirer.

Sans attendre, il poursuit ses attaques contre la fonction publique. L'utilisation du terme « absentéisme » s'agissant des agent-es publics, ainsi que les contre vérités assénées sur le sujet et le dénigrement des fonctionnaires aussi démagogique qu'inacceptable, qui touche surtout le monde de l'éducation, sont d'une grande brutalité. Les mesures annoncées – qui prévoient notamment d'imposer trois jours de carence et d'abaisser le taux de remplacement à 90 % en cas d'arrêt maladie – sont des mesures punitives et indignes, qui pénaliseront surtout les femmes. Comme si les fonctionnaires étaient coupables d'être malades alors qu'ils et elles tiennent à bout de bras des services publics souvent exsangues en raison des politiques sciemment menées ces dernières années. Un tel état d'esprit ne pourra qu'amplifier les difficultés de recrutement déjà à l'œuvre.

Les choix politiques du gouvernement épargnent ainsi les plus riches et les actionnaires pour mieux taper sur les retraité-es (voir [communiqué du G9](#)), les agent-es de la fonction publique, et les services publics. Il est indispensable de s'opposer à ces choix. Pour le SNESUP-FSU, les enjeux sont clairs : « ni 1, ni 2, ni 3 : zéro jour de carence ! ».

(Voir ici le [communiqué de la FSU](#)).

LE BUDGET PRÉVU EMPÊCHERAIT LES UNIVERSITÉS DE REMPLIR LEURS MISSIONS

Le SNESUP-FSU dénonce un budget d'austérité et les choix du gouvernement qui mettent en péril la jeunesse et l'avenir. Cette année 2024, le gouvernement a organisé une ponction sans précédent de plus d'un milliard d'euros sur le budget des universités via les fonds de roulement. Quoiqu'en dise le ministre, le budget de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) continue bien sa baisse en 2025 avec un nouveau sous-financement de plus de 1,5 milliards d'euros.

C'est la part la plus faible du budget de l'Etat qui lui est consacrée depuis plus de 20 ans (voir [Lettre flash budget](#)).

Il pénalise particulièrement la recherche et les étudiant-es. De telles coupes aggraveront la dégradation profonde des taux d'encadrement, des conditions de travail et d'étude, empêchant les universités d'assurer correctement leurs missions. Elles entraîneront également la disparition de pans entiers de recherche, notamment en SHS, et le recours encore accru à des agent-es non titulaires.

Le financement de l'ESR n'est pas une dépense mais un investissement pour l'avenir qui pourrait facilement être financé par la réaffectation des fonds du crédit impôt recherche (CIR), première niche fiscale des entreprises.

VERS UNE MOBILISATION LARGE ET DURABLE

Avec l'intersyndicale de l'ESR, le SNESUP-FSU appelle à organiser des assemblées générales dès le 19 novembre, journée nationale d'alerte et de mobilisation, pour informer largement des conséquences de ce budget sur les conditions de travail déjà particulièrement dégradées (voir appel intersyndical de l'ESR [ici](#)).

Il encourage les collègues à faire remonter les besoins réels de leurs composantes et laboratoires en moyens matériels et humains.

Il appelle ses élu-es dans les CA à voter contre des budgets nécessairement insuffisants, dans le cadre d'initiatives collectives et en appelant notamment à des rassemblements à l'occasion de la tenue des CA pour soutenir nos élu-es.

Le SNESUP, avec la FSU et toutes les organisations de la FP, est déterminé à construire une mobilisation forte, s'inscrivant dans la durée, durant les premières semaines de décembre. **Il appelle notamment à participer massivement à la journée de mobilisation et de grève du 5 décembre à l'appel de l'intersyndicale de la Fonction Publique (voir communiqué [ici](#)).**

C'est la participation de chacun-e qui permettra de construire une mobilisation de masse, à même de faire plier le gouvernement ! ■

Appel au 25/11, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes

Le SNESUP-FSU réaffirme son engagement sans faille pour lutter contre les violences sexuelles et sexistes. Avec les organisations féministes, syndicales, politiques et la FSU, il continuera d'exiger 2,8 milliards d'euros pour une loi intégrale. Il demande au ministère de l'ESR de rendre public le bilan du plan de lutte contre les VSS dans l'ESR et le détail de l'utilisation des 14 millions d'euros affectés. Il appelle à une large mobilisation les 23 et 25 novembre 2024, afin de porter haut la voix des femmes victimes de violences, et d'exiger des politiques publiques et des actions concrètes pour éradiquer ces violences.

Établissements expérimentaux : STOP aux sorties sous la forme de Grand Établissement !

En cette fin d'année, les derniers EPE sont en train d'être créés tandis que certains envisagent leur sortie sous forme de Grand Établissement avec une démocratie réduite, seule sortie envisagée par le ministère qui met fin au modèle national de l'Université, alors que l'ordonnance permet bien de sortir sous la forme d'un EPSCP, dont font partie les Universités. Le SNESUP-FSU demande qu'aucun nouvel EPE ou Grand Établissement ne soit créé et que tous les EPE existants engagent leur sortie de l'expérimentation avec de véritables instances de gouvernance collégiale dans lesquelles la communauté universitaire doit être largement majoritaire et qui ne soient pas des prétextes à l'entrée d'établissements privés dans le giron universitaire.

Élections dans les conseils centraux : voter et faire voter massivement pour les listes portées par le SNESUP-FSU

Un certain nombre d'établissements sont en pleine élection dans les conseils centraux, dans les composantes ou les pôles : à Rouen, à l'UPPA, Paris 1 ou à Grenoble les élections se déroulent ainsi dans les semaines à venir. Le SNESUP-FSU appelle à voter et à faire voter massivement pour les listes qu'il soutient ou porte localement, seul ou en intersyndicale, pour gagner des représentant·es dans les différents conseils. Informer, infléchir des décisions, donner l'alerte et porter les revendications des collègues sont autant d'éléments essentiels pour pouvoir agir, défendre et gagner de nouveaux droits.



Le SNESUP-FSU offensif dans les instances

Lors du CSA MESR du 12/11 (voir déclaration liminaire [ici](#)), le SNESUP-FSU a proposé les avis suivants, votés à l'unanimité :

- l'un d'entre eux demande d'**aligner réglementairement le montant de la PES sur celui de la composante C1 du RIPEC et l'intégration des différentes primes statutaires dans la rémunération indiciaire** ;

- un autre demande que le **taux d'avancement à la hors-classe des MCF soit relevé au niveau des corps des enseignants soit 23 %**

Vous les trouverez dans leur intégralité, ainsi qu'un autre avis sur le dialogue social au MESR, en suivant [ce lien](#).

Un CNESER se tenait également ce 12/11. La déclaration liminaire portant sur les attaques portées sur les fonctionnaires, le budget de l'ESR et les sorties d'expérimentation faite par la FSU est lisible [ici](#).

En outre, le SNESUP-FSU a été à l'initiative d'une motion sur le budget de l'ESR appelant au soutien à la journée du 19 novembre, à laquelle un arc syndical large s'est associé. Vous pouvez en prendre connaissance [ici](#).